



OFFRES DE TABLE CENTRALE : UN REJET UNANIME

C'est par un NON unanime que les partenaires du Front commun ont rejeté au cours des derniers jours, les offres de table centrale déposées par le Conseil du trésor le 15 décembre dernier. D'une seule voix, les instances respectives de la CSN, de la CSQ, de la FTQ et de l'APTS ont jugé les propositions gouvernementales carrément insuffisantes pour résoudre les graves difficultés qui minent les services publics.

S'appauvrir, non merci

Face à une pénurie de main-d'œuvre historique et à des défis colossaux pour attirer et retenir le personnel, le gouvernement du Québec offre ni plus ni moins qu'un appauvrissement aux travailleuses et aux travailleurs en leur présentant des augmentations salariales qui ne couvrent même pas celle du coût de la vie. Ça ne passe tout simplement pas, puisque la proposition gouvernementale est complètement déconnectée des besoins pour revaloriser nos réseaux publics.

Les propres chiffres du gouvernement ne concordent pas

Proposition salariale du gouvernement		Inflation prévue par le gouvernement	
1 ^{er} avril 2023	3 %	2022	6,8 %
1 ^{er} avril 2024	1,5 %	2023	3,7 %
1 ^{er} avril 2025	1,5 %	2024	2,2 %
1 ^{er} avril 2026	1,5 %	2025	2 %
1 ^{er} avril 2027	1,5 %	2026	2 %

Rappel de la revendication salariale du Front commun

1 ^{er} AVRIL 2023	100 \$ PAR SEMAINE OU IPC + 2 %
1 ^{er} AVRIL 2024	IPC + 3 %
1 ^{er} AVRIL 2025	IPC + 4 %

D'un côté de la bouche, le gouvernement n'offre pas de quoi couvrir la hausse du coût de la vie pour les travailleuses et les travailleurs des services publics. De l'autre, il se demande pourquoi nous avons des problèmes majeurs d'attraction et de rétention du personnel. Nos propositions pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre dans nos réseaux sont inscrites noir sur blanc dans les cahiers de revendications du Front commun. On ne voit pas en quoi ce dépôt patronal, qui ressemble pour l'heure à un exercice gouvernemental de relations publiques, bénéficiera à la population ainsi qu'aux travailleuses et aux travailleurs du secteur public.

Prêts à travailler

Nous avons entendu l'appel de la ministre LeBel nous invitant à négocier le 11 janvier dernier. Le Front commun est bien sûr prêt à travailler aux tables de négociation. Mais cela doit être réciproque. Des mandats devront en effet être donnés par le Conseil du trésor afin que ces pourparlers permettent la mise en œuvre des solutions nécessaires pour assurer l'avenir des services publics. Le Front commun demande maintenant au Conseil du trésor d'entamer les négociations à la table centrale pour mettre en place les mesures nécessaires afin de redevenir un employeur compétitif et attirant pour améliorer l'accessibilité et la qualité des services en éducation, dans la santé et les services sociaux ainsi qu'en enseignement supérieur.